

“ATAEGINA”

Société civile

Siège social: 3A, boulevard Prince Henri
L-1724 Luxembourg
(Grand-Duché de Luxembourg)

NUMERO 4599/2016

CONSTITUTION DE SOCIETE DU 22 DECEMBRE 2016

L'an deux mille seize, le vingt-deuxième jour du mois de décembre;

Pardevant Nous Maître Danielle **KOLBACH**, notaire de résidence à Redange-sur-Attert (Grand-Duché de Luxembourg), soussignée;

ONT COMPARU:

1) La société à responsabilité limitée “**ANTOA S.à r.l.**”, établie et ayant son siège social à L-1724 Luxembourg, 3A, boulevard du Prince Henri, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B, sous le numéro 187942;

2) Monsieur José **MONTEIRO**, gérant de sociétés, né à Belas (Portugal), le 14 janvier 1967, demeurant à L-8081 Bertrange, 96A, rue de Mamer; et

3) Monsieur David **MONTEIRO**, étudiant, né à la Viseu (Portugal), le 11 mars 1998, demeurant à L-8081 Bertrange, 96A, rue de Mamer.

Tous sont ici représentés par Monsieur Christian **DOSTERT**, clerc de notaire, demeurant professionnellement à L-8510 Redange-sur-Attert, 66, Grand-Rue, (le “**Mandataire**”), en vertu de trois procurations sous seing privé lui délivrées; lesquelles procurations, après avoir été signées “*ne varietur*” par le Mandataire et le notaire instrumentant, resteront annexées au présent acte afin d'être enregistrées avec lui.

Lesquels comparants, représentés comme dit ci-avant, ont requis le notaire instrumentant d'arrêter ainsi qu'il suit les statuts d'une société civile qu'elles déclarent constituer par les présentes et dont ils ont arrêté les statuts comme suit:

Titre Ier.- Dénomination, Objet, Durée, Siège

Article 1^{er}. Il est formé une société civile sous la dénomination sociale de

“ATAEGINA”, (la “**Société**”), laquelle sera régie par les présents statuts ainsi que par les lois respectives et plus particulièrement par la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales et par les articles 1832 et suivants du Code Civil.

Article 2. La Société a pour objet, à l'exclusion de toute activité commerciale, la détention et la gestion du patrimoine familial, dont les biens immobiliers, objets de collection et toutes autres valeurs mobilières et financières, sans que cette énumération soit limitative.

La Société peut faire tous les actes d'administration et de disposition qui rentrent dans l'objet social.

La Société pourra dans le cadre de son activité accorder notamment hypothèque ou se porter caution réelle d'engagement en faveur de tiers.

La Société pourra emprunter avec ou sans garantie ou se porter caution pour d'autres personnes morales et physiques.

Article 3. La durée de la Société est illimitée.

Article 4. Le siège social est établi dans la commune de Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg).

Il pourra être transféré en toute autre localité du Grand-Duché de Luxembourg sur simple décision de l'assemblée générale des associés.

Titre II.- Capital social, Parts d'intérêts

Article 5. Le capital social est fixé à **cinquante mille euros (50.000,- EUR)**, représenté par **cinq cents (500)** parts d'intérêts d'une valeur nominale de **cent euros (100,- EUR)** chacune.

En raison de leurs apports, il est attribué:

à 1) société à responsabilité limitée “ ANTOA S.à r.l. ”, établie et ayant son siège social à L-1724 Luxembourg, 3A, boulevard du Prince Henri, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B, sous le numéro 187942, cent vingt-cinq parts d'intérêts,	125
à 2) Monsieur José MONTEIRO , gérant de sociétés, né à Belas (Portugal), le 14 janvier 1967, demeurant à L-8081 Bertrange, 96A, rue de Mamer, trois cents parts d'intérêts;	300
à 3) Monsieur David MONTEIRO , étudiant, né à Viseu (Portugal), le 11 mars 1998, demeurant à L-8081 Bertrange, 96A, rue de Mamer,	75
Total: cinq cents parts d'intérêts,	500

La mise des associés ne pourra être augmentée que de leur accord unanime.

L'intégralité de l'apport devra être libérée sur demande du ou des gérants ou

des associés. Les intérêts courent à partir de la date de l'appel des fonds ou apports.

Article 6. Les parts d'intérêts sont librement cessibles entre associés.

Les parts d'intérêts ne peuvent être cédées entre vifs à des non-associés qu'avec l'agrément donné en assemblée générale des associés représentant au moins les trois quarts du capital social.

Les parts d'intérêts ne peuvent être transmises pour cause de mort à des non-associés que moyennant l'agrément des associés survivants représentant au moins les trois quarts du capital social.

Toutefois aucun agrément n'est requis en cas de transmission pour cause de mort à des descendants en ligne directe ou au conjoint actuel respectif.

Dans tous les cas où la cession n'est pas libre, les associés auront un droit de préemption. Ils doivent l'exercer endéans 30 jours de la notification du projet de cession de parts d'intérêts par lettre recommandée.

Article 7. Les cessions des parts d'intérêts doivent être constatées par un acte notarié ou sous seing privé. Elles ne sont opposables à la Société et aux tiers qu'après avoir été notifiées à la Société ou acceptées par elle conformément à l'article 1690 du Code civil.

Article 8. Chaque part d'intérêt confère à son propriétaire un droit proportionnel égal, d'après le nombre des parts d'intérêts existantes, dans les bénéfices de la Société et dans tout l'actif social.

Article 9. Dans leurs rapports respectifs avec leurs co-associés, les associés seront tenus des dettes et engagements de la Société, chacun dans la proportion du nombre de parts d'intérêts lui appartenant. Vis-à-vis des créanciers de la Société, les associés seront tenus des dettes et engagements sociaux conformément à l'article 1863 du Code civil.

Article 10. Chaque part d'intérêt est indivisible à l'égard de la Société.

Les copropriétaires indivis d'une ou de plusieurs parts d'intérêts sont tenus, pour l'exercice de leurs droits, de se faire représenter auprès de la Société par un seul d'entre eux ou par un mandataire commun pris parmi les autres associés. Jusqu'à cette désignation la Société peut suspendre l'exercice des droits afférents aux parts d'intérêts appartenant par indivis à différents copropriétaires.

Article 11. Les droits et obligations attachés à chaque part la suivent dans quelque main qu'elle passe. La propriété d'une part emporte de plein droit adhésion aux statuts et aux décisions prises par l'assemblée générale des associés.

Les héritiers et légataires de parts d'intérêts ou les créanciers d'un associé

ne peuvent sous aucun prétexte, pendant la durée de la Société et jusqu'à la clôture de sa liquidation, requérir l'apposition de scellés sur les biens, documents et valeurs de la Société ou en requérir l'inventaire, ni en demander le partage ou la licitation, ni s'immiscer en aucune manière dans l'administration de la Société. Ils doivent, pour l'exercice de leurs droits, s'en rapporter aux inventaires sociaux et aux décisions des assemblées générales.

Article 12. La Société ne sera pas dissoute par le décès d'un ou de plusieurs des associés, mais continuera entre le ou les survivants et les héritiers et représentants de l'associé ou des associés décédés.

De même l'interdiction, la déconfiture, la faillite ou la liquidation judiciaire d'un ou de plusieurs des associés ne mettront point fin à la Société; celle-ci continuera entre les autres associés, à l'exclusion de l'associé ou des associés en état d'interdiction, de déconfiture, de faillite ou de liquidation judiciaire, lesquels ne pourront prétendre qu'au paiement de la valeur de leurs parts d'intérêts par les autres associés ou par un tiers acheteur présenté par le gérant.

Titre III.- Administration de la Société

Article 13. La Société est gérée par un ou plusieurs gérants, associés ou non, nommés par l'assemblée générale des associés qui détermine leurs pouvoirs et la durée de leurs fonctions.

La Société se trouve valablement engagée à l'égard des tiers par la signature conjointe d'une gérant de classe A et d'un gérant de classe B, tant pour les actes d'administration que de disposition.

Article 14. Chacun des associés a un droit illimité de surveillance et de contrôle sur toutes les affaires de la Société.

Titre IV.- Exercice social

Article 15. L'exercice social commence le premier janvier et finit le trente et un décembre.

Titre V.- Réunion des associés

Article 16. Les associés se réunissent au moins une fois par an à la date et à l'endroit qui seront indiqués dans l'avis de convocation.

Les associés peuvent être convoqués extraordinairement par le ou les gérants quand ils le jugent convenables, mais ils doivent être convoqués dans le délai d'un mois, si la demande en est faite par un ou plusieurs associés représentant un cinquième au moins de toutes les parts d'intérêts existantes.

Les convocations aux réunions ordinaires ou extraordinaires ont lieu au moyen de lettres recommandées adressées aux associés au moins cinq jours

francs à l'avance et qui doivent indiquer sommairement l'objet de la réunion.

Les associés peuvent même se réunir sur convocation verbale et sans délai si tous les associés sont présents ou représentés.

Article 17. Chaque associé peut participer aux décisions collectives quel que soit le nombre de parts d'intérêts qui lui appartiennent. Dans toute réunion d'associés chaque part donne droit à une voix. En cas de division de la propriété des parts d'intérêts entre usufruitier et nu-propriétaire, le droit de vote appartient à l'usufruitier.

Chaque associé peut se faire représenter valablement aux assemblées par un porteur de procuration spéciale.

Article 18. Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles soient adoptées par les associés représentant plus de la moitié du capital social. Toutefois, les décisions ayant pour objet une modification des statuts ne pourront être prises qu'à l'unanimité des voix.

Titre VI.- Dissolution, Liquidation

Article 19. En cas de dissolution de la Société, la liquidation de la Société se fera par les soins du ou des gérants ou de tout autre liquidateur qui sera nommé et dont les attributions seront déterminées par les associés.

Les liquidateurs peuvent, en vertu d'une délibération des associés, faire l'apport à une autre société, civile ou commerciale, de la totalité ou d'une partie des biens, droits et obligations de la Société dissoute ou la cession à une société ou à toute autre personne de ces mêmes droits, biens et obligations.

Le produit net de la liquidation, après le règlement des engagements sociaux, est réparti entre les associés proportionnellement au nombre des parts d'intérêts possédées par chacun d'eux.

Titre VII.- Dispositions générales

Article 20. La Société peut être transformée en société commerciale par décision prise en assemblée générale suivant les règles de modification des statuts.

Article 21. Les articles 1832 à 1872 du Code civil trouveront leur application partout où il n'y est pas dérogé par les présents statuts.

DISPOSITION TRANSITOIRE

Par dérogation, le premier exercice commence aujourd'hui et finira le 31 décembre 2017.

LIBERATION DES PARTS D'INTÉRÊTS

Toutes les parts d'intérêts ont été libérées intégralement par les

souscripteurs prédits moyennant apport en numéraire, de sorte que la somme de cinquante mille euros (50.000,- EUR) se trouve dès-à-présent à la libre disposition de la Société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire instrumentaire qui le constate expressément.

FRAIS

Le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge, à raison de sa constitution, est évalué à environ mille euros.

ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

Et aussitôt, les associés, représentant l'intégralité du capital social, et se considérant comme dûment convoqués, se sont réunis en assemblée générale extraordinaire et ont pris à l'unanimité des voix les résolutions suivantes:

1. Le siège social est établi à L-1724 Luxembourg, 3A, boulevard Prince Henri.

2. Les personnes suivantes sont nommées gérants de la Société pour une durée indéterminée:

- Monsieur José **MONTEIRO**, gérant de sociétés, né à Belas (Portugal), le 14 janvier 1967, demeurant à L-8081 Bertrange, 96A, rue de Mamer, **gérant de classe A**;

- Monsieur Frédéric **MONCEAU**, expert-comptable, né à Metz (France), le 23 novembre 1976, demeurant professionnellement à L-1724 Luxembourg, 3A, boulevard Prince Henri, **gérant de classe B**; et

- Monsieur Karl **LOUARN**, expert-comptable, né à Firminy (France), le 7 avril 1971, demeurant professionnellement à L-1724 Luxembourg, 3A, boulevard Prince Henri, **gérant de classe B**.

3. Conformément à l'article 13 des Statuts, la Société est valablement engagée en toutes circonstances par la signature conjointe d'un gérant de classe A et d'un gérant de classe B.

DONT ACTE, fait et passé à Redange-sur-Attert, en l'Etude de la notaire soussignée, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au Mandataire des comparants, ès-qualités qu'il agit, connu du notaire par nom, prénom usuel, état et demeure, ledit Mandataire a signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé : C, DOSTERT, D. KOLBACH

Enregistré à Diekirch A.C., le 27 décembre 2016

Relation : DAC/2016/18381

Reçu soixante-quinze euros

75,00 €

Le Receveur, (signé) Jeannot THOLL

POUR EXPEDITION CONFORME

Délivrée à la Société sur sa demande

Redange-sur-Attert, le 30 décembre 2016